

Si le Canada veut être en mesure d'affronter la concurrence au XXI^e siècle, il lui faudra s'adapter non seulement à la libéralisation des échanges mais aussi aux réalités de la nouvelle ère de l'information. L'avantage comparatif se mérite de plus en plus; il est de moins en moins un acquis. Le remplacement des matériaux, la bio-ingénierie, la robotique, la micro-informatique comptent parmi les nouvelles réalités. Des pays comme l'Inde ne se tournent plus vers nous pour acheter du blé, parce que la révolution verte les aide à subvenir à leurs propres besoins. Le tiers-monde produit de plus en plus de biens que nous produisons nous-mêmes. En conséquence, nous ne pourrions miser autant que par le passé sur les ressources naturelles et sur les articles semi-finis.

Notre compétitivité future dépendra pour une large part des activités de recherche et de développement. L'an dernier, le gouvernement a mis sur pied un programme quinquennal doté de crédits de 1,3 milliard de dollars. Le Premier ministre lui-même préside le nouveau Conseil consultatif national sur les sciences et la technologie. Nous ne devons ménager aucun effort pour relever les dépenses combinées du gouvernement et du secteur privé aux niveaux atteints par d'autres pays technologiquement avancés et faire en sorte que chaque dollar soit utilisé à bon escient.

Sur le plan économique, il sera primordial à l'avenir que nos politiques intérieures tirent pleinement parti des forces de l'interdépendance à l'échelle mondiale. Plus que jamais auparavant, les gouvernements canadiens devront encourager l'épargne, l'investissement et l'esprit d'entreprise. Dans un contexte de responsabilité fiscale, ils devront également faire en sorte que l'infrastructure canadienne soit suffisamment solide pour soutenir une industrie de classe internationale.

S'il me fallait identifier un secteur en particulier auquel le Canada devrait accorder plus d'attention à l'avenir, je mentionnerais l'éducation. Le réalignment de l'économie sur les activités à transformation plus poussée dépend de l'éducation. Par éducation, je n'entends pas seulement les professions, mais aussi les écoles primaires, les instituts polytechniques, les programmes d'apprentissage, les programmes d'éducation des adultes et la formation de la main-d'oeuvre. L'une des raisons des succès du Japon - en fait, l'une des raisons premières - est que sa population active, des premiers échelons aux derniers, est plus instruite que la moyenne.